

actions de grande échelle et faire ainsi plier le gouvernement rapidement. Personne ne veut que la grève s'éternise et traîne. Plus le nombre d'étudiantes et étudiants en grève sera grand, plus la grève sera rapide et efficace.

13 Si mon association étudiante est en grève, cela va retarder mon entrée sur le marché du travail, ce qui veut dire moins d'argent pour moi.

Malheureusement, la majorité des gens concernés par cet argument sont ceux qui souffriront le plus des effets à court et long terme des mesures d'austérité. Cette grève sera précisément menée afin de lutter contre la précarisation du statut d'emploi dans la fonction publique - qui sert de standard au secteur privé - et contre la tarification et la privatisation des services publics : ces enjeux nous concernent à la fois individuellement, en tant qu'étudiants et étudiantes, citoyens et citoyennes, travailleurs et travailleuses, bénéficiaires des services publics, et collectivement, en tant que société devant réfléchir aux moyens qu'elle compte mettre en œuvre pour assurer le bien-être de ses membres. De plus, quand on prend en compte le fait que la session est généralement prolongée d'une ou deux semaines pour compenser les jours de grève, il y a de bonnes chances que le jeu en vaille la chandelle.

14 Que se passera-t-il si je suis en stage durant une grève ?

Les stages ne sont pas affectés par une grève lorsqu'ils ont lieu en dehors des murs de l'école, ce qui est généralement le cas. En effet, en temps de grève, les cours qui sont annulés sont ceux qui ont lieu à l'intérieur des institutions en grève. Mais évidemment, durant une grève, chaque étudiant et chaque étudiante est invité-e à joindre sa voix à celles de ses collègues de classe afin de démontrer sa solidarité.



Table des matières

1. Que faire face aux mesures d'austérité de Couillard ?	2
2. Une grève générale illimitée ? Qu'est-ce que c'est ?	3
3. Pourquoi déclencher une grève générale illimitée pour lutter contre l'austérité ?	3
4. Si on fait la grève, est-ce que je vais perdre ma session ?	4
5. La grève générale illimitée n'est-elle pas un moyen d'action disproportionné ?	4
6. Ne pourrait-on pas utiliser d'autres moyens de pression, comme des pétitions, des actions symboliques, des journées de réflexion ou un boycott des frais de scolarité ?	5
7. Est-ce que la grève générale illimitée a déjà prouvé son efficacité ?	5
8. Est-ce qu'une grève générale illimitée a une chance de réussir l'automne prochain ?	8
9. Si nous allons en grève générale, les étudiant-e-s auront l'air de privilégié-e-s qui en demandent toujours plus.	8
10. Ceux et celles qui veulent faire la grève sont seulement une minorité de paresseux et paresseuses qui nuisent à ceux et celles qui veulent vraiment étudier.	9
11. Comment en arrive-t-on à une grève générale illimitée ?	9
12. Que font les étudiants et étudiantes durant une grève générale ?	10
13. Si mon association étudiante est en grève, cela va retarder mon entrée sur le marché du travail, ce qui veut dire moins d'argent pour moi.	11
14. Que se passera-t-il si je suis en stage durant une grève ?	11

ante locale est prête à se joindre au mouvement de grève.

Deuxièmement, il faut qu'il y ait une mobilisation continuelle et une éducation populaire sur les campus locaux afin que les étudiantes et étudiants soient constamment informé-e-s de ce qui se passe dans leurs écoles et à travers le Québec.

Troisièmement, la grève doit être le terme d'une escalade de moyens de pression plus large ; en d'autres mots, la grève générale doit être déclenchée en dernier recours, quand tous les autres moyens ont échoué.

Voilà pour les généralités. Au niveau plus technique, les assemblées générales fonctionnent sur la base d'un quorum. Le quorum

définit le seuil de participation minimale à ces instances, à partir duquel les décisions prises sont légitimes. Cela signifie que lorsque le quorum est atteint, l'assemblée générale a le pouvoir de décider de faire entrer ses membres en grève.

Le quorum assure donc un minimum de légitimité aux assemblées générales, mais signifie aussi qu'une grève peut être votée pour l'ensemble des membres sans que chaque opinion ne soit recueillie individuellement — ce qui serait beaucoup trop fastidieux. D'où l'importance d'avoir une approche inclusive lors de la mobilisation en vue d'une grève générale illimitée, afin d'avoir le maximum de légitimité.

12 Que font les étudiants et étudiantes durant une grève générale ?

En gros, tout ce qu'ils et elles croient nécessaire pour empêcher le maintien de l'austérité budgétaire, dans les limites des mandats votés lors des assemblées générales locales. Ceci est important : pendant une grève, les étudiants et étudiantes membres d'associations étudiantes se réunissent souvent en assemblée générale afin de déterminer si oui ou non la grève doit continuer, et quelle direction elle doit prendre.

Ainsi, tout au long du processus, les associations locales conservent leur autonomie quant à savoir ce qu'elles veulent faire.

Cependant, une chose est certaine : à la minute où une grève est déclenchée, un bras de fer débute avec le gouvernement. La façon dont la grève est menée détermine lequel des deux camps aura à faire des compromis le premier. Donc, une grève est le moment idéal pour organiser des

10

Ceux et celles qui veulent faire la grève sont seulement une minorité de paresseux et paresseuses qui nuisent à ceux et celles qui veulent vraiment étudier.

Les étudiants et les étudiantes, ainsi que l'ensemble de la société civile, n'ont pas choisi les mesures d'austérité et le saccage des services publics : c'est le gouvernement qui a décidé de leur imposer. La plupart des étudiants et des étudiantes préféreraient évidemment pouvoir aller en cours normalement et finir leur session à temps, plutôt que de dépenser beaucoup d'énergie dans un mouvement de grève.

Cependant, quand les enjeux sont aussi importants, nous devons accepter de mettre nos études entre parenthèses pour participer à l'élaboration d'une société plus juste. La lutte pour des services publics accessibles et de qualité est tout sauf une lutte futile ; c'est une lutte qui aura sans doute

des répercussions sur plusieurs générations à venir.

De plus, la grève est loin d'être synonyme de vacances, quoi qu'en disent les stéréotypes. Faire la grève exige des étudiants et étudiantes qu'ils et elles aient le temps et l'énergie afin de s'unir pour défendre un but commun, ce qui implique la participation de milliers d'étudiantes et étudiants aux parcours divers. Une minorité de la communauté étudiante ne saura jamais constituer un mouvement général : seule une majorité le peut. C'est pourquoi — même s'il peut toujours y avoir des gens mal intentionnés — qu'une grève ne peut jamais être seulement déclenchée sur l'envie de manquer quelques cours.

11

Comment en arrive-t-on à une grève générale illimitée ?

Premièrement, il est important de comprendre que ce genre de grève n'arrive pas du jour au lendemain. Une grève générale illimitée nécessite une bonne préparation et les étudiants et étudiantes

doivent être impliqués-e-s tout au long du processus. C'est pourquoi n'importe quelle grève commence dans les assemblées générales, qui décident si oui ou non et à quelles conditions leur association étudiante

1

Que faire face aux mesures d'austérité de Couillard ?

Décider collectivement de s'opposer à l'austérité n'est que le premier pas : pour concrétiser cette décision, il faut se battre, et la lutte ne sera pas facile. En effet, nous faisons face aujourd'hui au programme d'austérité budgétaire le plus ambitieux qu'ait connu le Québec depuis la mise en place du déficit zéro sous le gouvernement de Lucien Bouchard en 1996, qui avait grandement amputé les services publics. De plus, le programme actuel s'inscrit dans une tendance mondiale à l'austérité budgétaire : qu'on pense par exemple aux 9 milliards d'Euros (soit 13,5 milliards de \$) de coupes dans les budgets des ministères en France pour l'année 2014¹, ou encore aux coupes de 12 milliards de Livres Sterling (soit 24,8 milliards de \$) dans l'aide sociale qui seront adoptés par le Royaume-Uni cette année², toutes des mesures

impopulaires et largement contestées. Or, malgré le mécontentement généralisé, de telles mesures d'austérité sont toujours et encore défendues par les gouvernements en Europe, tant au Royaume-Uni qu'en France. Ces exemples — avec ceux de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal — nous démontrent que les gouvernements occidentaux sont déterminés à appliquer leurs programmes de coupes menant à une tarification et une privatisation des services publics aux dépens de leur population.

Le gouvernement de Philippe Couillard a démontré à maintes reprises qu'il est déterminé à défendre envers et contre tous et toutes son programme d'austérité budgétaire. Dans ce contexte, les étudiants et les étudiantes du Québec doivent adopter une stratégie adéquate pour lutter contre ce projet politique qui vise à arrimer l'État aux besoins du marché. Et, au point où nous en sommes, la seule stratégie réaliste pour faire reculer le gouvernement est une grève générale illimitée.

1 LE MONDE. Budget 2014 : le détail des 9 milliards de coupes dans les ministères. [En ligne].

2 HUFFINGTON POST. Austerity Cuts Of £12 Billion To Welfare WILL Be Made, George Osborne And Iain Duncan Smith Confirm. [En ligne].

2 Une grève générale illimitée ? Qu'est-ce que c'est ?

Une grève étudiante est un arrêt volontaire et collectif des activités normales d'apprentissage. Celle-ci est décidée par et pour les étudiants et étudiantes afin de faire entendre des revendications qui seraient autrement ignorées par les décideurs politiques. Le terme « illimitée » détermine le niveau de confrontation avec le gouvernement : cela ne signifie pas que la grève est sans limite, mais bien que sa durée n'est pas décidée

d'avance. Cela veut dire que la grève continue jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites ou que les étudiantes et étudiants décident de l'arrêter. Quant au terme « générale », il signifie que la grève fait partie d'un mouvement large qui inclut un nombre important d'associations étudiantes à travers le Québec, ce qui donne au mouvement sa force et sa crédibilité.

3 Pourquoi déclencher une grève générale illimitée pour lutter contre l'austérité ?

La grève permet aux étudiantes et étudiants de faire pression sur le gouvernement afin que leurs revendications soient entendues : c'est un moyen de contraindre le gouvernement à nous écouter et à négocier. Elle permet d'obtenir de la visibilité, tant au niveau médiatique qu'au sein de la population étudiante. De plus, elle encourage les débats et les prises de position, tout en permettant aux revendications d'être mieux diffusées. Les étudiants et étudiantes s'opposant à l'austérité ont peut-être de bons arguments, mais ceux-ci ne seront pas propagés de manière signifi-

cative à moins qu'un mouvement d'envergure capte l'attention publique. De plus, le fait qu'une grève soit une décision collective permet aux individus souhaitant participer aux diverses actions de protestation de le faire sans être pénalisé-e-s dans leur cheminement académique. Mais surtout, une grève générale illimitée fait pression sur le gouvernement, qui se doit de résoudre le plus rapidement que possible le conflit, puisque l'annulation d'une session serait catastrophique en termes économiques et logistiques, particulièrement à cause des coûts sup-

8 Est-ce qu'une grève générale illimitée a une chance de réussir l'automne prochain ?

Soyons honnêtes, une GGI est toujours un pari risqué. La seule garantie que nous avons, c'est que si nous baissons les bras, si nous laissons d'autres décider de l'avenir de nos services publics, nous avons déjà perdu. Ceci dit, si nous faisons le choix politique de résister, de nous battre, la meilleure stratégie à adopter pour contrer l'austérité est sans aucun doute la grève générale illimitée.

Gagner ne sera pas facile, mais l'ampleur des mesures d'austé-

rité est telle que nous devons répliquer maintenant ou jamais. Rappelons-nous que c'est pour le Québec d'aujourd'hui et celui des générations futures que nous faisons ce choix.

Expliquer aux générations futures pourquoi nous n'avons rien fait, alors que les conséquences de l'austérité budgétaire étaient claires, sera certainement beaucoup plus pénible que de prendre le risque d'utiliser maintenant notre meilleur atout.

9 Si nous allons en grève générale, les étudiant-e-s auront l'air de privilégié-e-s qui en demandent toujours plus.

La grève que nous nous apprêtons à mener n'est pas réductible aux intérêts étudiants : en exigeant un réinvestissement massif dans les services publics par l'entremise de mesures fiscales progressives, nous défendons les intérêts de l'ensemble de la société, puisque tous et toutes bénéficient de l'existence de services publics accessibles et de qualité. De plus, les étudiantes et les étudiants constituent une population généralement précaire et, par conséquent, directement affectée par les mesures d'austérité, ce qui justifie amplement de s'y

opposer par le biais d'une grève.

Évidemment, comme toujours, les médias, les politiciens et les politiciennes essayeront de discréditer le mouvement de grève en martelant que ce mouvement n'est mené que par quelques étudiantes et étudiants puéril-e-s. Mais l'histoire nous démontre que lorsqu'un mouvement étudiant répond avec détermination et solidarité, la population ainsi que les politiciens et politiciennes doivent éventuellement reconnaître la crédibilité des demandes et n'a plus d'autre choix que de l'écouter sérieusement.

Automne 1996 : Le gouvernement veut augmenter les frais de 30%. Une grève générale est lancée et la frange combative du mouvement étudiant reprend de l'ampleur. Les frais seront finalement gelés pour dix ans. La stratégie du lobbyisme est discréditée par cette grève, alors que la frange combative continue de prendre de l'importance.

Hiver 2005 : Le mouvement étudiant se mobilise contre des coupures dans le programme de prêts et bourses avancées par le gouvernement Charest. Le mouvement de grève est d'abord déclenché par l'ASSÉ, suivie par les Fédérations étudiantes, qui s'opposaient — et s'opposent toujours — explicitement à une stratégie combative. La grève dure huit semaines et se conclue par une victoire partielle. En effet, c'est la partie lobbyiste du mouvement, la FEUQ, qui négocie avec le gouvernement et fait des concessions alors que le mouvement est à son apogée. Toutefois, cette grève peut être considérée comme une victoire importante puisqu'elle a empêché le transfert de 103M\$ de bourses en prêts.

Hiver 2012 : Cette campagne de mobilisation, organisée en réaction à l'augmentation des frais de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans à partir de 2012 adoptée par le gouver-

nement Charest, a mené à la plus importante grève étudiante qu'ait connue le Québec, avec 300 000 étudiants et étudiantes en grève pour la manifestation nationale du 22 mars 2012. La grève étudiante a gagné l'ampleur d'une crise sociale avec la sanction du projet de loi 78 par l'Assemblée Nationale le 18 mai 2012, qui limitait drastiquement le droit de manifester et exigeait le retour en classe des étudiantes et étudiants. Le gouvernement Charest a ensuite lancé des élections en septembre 2012 qui ont mené à la victoire du Parti Québécois, qui a annulé la hausse des frais de scolarité avant de la convertir en indexation. Malgré ce revers, le mouvement gréviste de 2012 peut être considéré comme un succès considérable pour le mouvement étudiant.

Ce que nous pouvons conclure de ce survol historique, c'est qu'à chaque attaque portée à l'éducation, la grève générale fut la stratégie la plus à même d'effrayer suffisamment le gouvernement pour le faire changer d'avis. Jamais le gouvernement n'a reculé sur une importante décision lorsqu'il a fait face uniquement à des manifestations, des pétitions ou des actions symboliques. Seul un mouvement fortement combatif aura pu obtenir une victoire politique totale.

plémentaires associés aux salaires des employé-e-s. En effet, le système d'éducation est un rouage essentiel de l'économie : il produit des « ressources humaines » qui sont indispensables au marché du travail. Aussi, il serait impos-

sible de gérer le chaos institutionnel causé par une cohorte entière d'étudiants et d'étudiantes qui ne gradueraient pas. C'est pour ces raisons que la grève générale illimitée est une arme si puissante.

4 Si on fait la grève, est-ce que je vais perdre ma session ?

Théoriquement, ce n'est pas impossible, mais cela n'a jamais eu lieu au cours des neuf grèves générales étudiantes au Québec (celles de 2012, 2005, 1996, 1998, 1990, 1986, 1978, 1974 et 1968). Cependant, à chaque nouvelle grève, le gouvernement menace d'annuler la session pour pousser les étudiants et étudiantes à retourner en classe et minimiser les effets de la grève. En fait, cette menace est la plus grande force d'un mouvement de grève générale. Pour une fois, les étudiants et étudiantes ont l'avantage

et le gouvernement est forcé de réagir rapidement et de revenir sur ses décisions. De plus, les syndicats d'enseignants et enseignantes ne peuvent accepter un prolongement trop important de la session à cause des conventions collectives qui règlent leurs conditions de travail. Plus vraisemblablement, la session sera prolongée ou certaines évaluations seront repoussées, de manière différente selon chaque cégep ou université ; une annulation de la session reste très improbable.

5 La grève générale illimitée n'est-elle pas un moyen d'action disproportionné ?

C'est un moyen que nous devons utiliser en dernier recours, lorsque nous serons certains et certaines que le gouvernement n'a aucune volonté de négocier sur sa proposition et lorsque tous les autres moyens d'action ont échoué. C'est

justement la situation à laquelle les étudiantes et étudiants sont actuellement confronté-e-s avec l'austérité budgétaire du gouvernement Couillard.

Au cours de l'année passée, les étudiants et les étudiantes ont

mis en œuvre de nombreux moyens pour lutter contre les mesures d'austérité. Leur nombre et leur intensité n'a fait qu'augmenter. Bien que Couillard sache pertinemment qu'il y a une opposition forte à son saccage budgétaire et social, il

continue d'aller de l'avant avec ses nombreuses compressions. Dans ce contexte, notre arme la plus efficace — et notre seule chance de faire valoir notre point — est maintenant de considérer l'option d'une grève générale illimitée.

6 Ne pourrait-on pas utiliser d'autres moyens de pression, comme des pétitions, des actions symboliques ou des journées de réflexion ?

Il s'agit là d'idées valables, mais elles n'auront qu'un impact limité dans le contexte actuel si elles sont seulement utilisées sur une base ponctuelle. Toutefois, ces idées pourraient se concrétiser plus facilement, plus efficacement et de manière plus large dans le contexte d'une grève générale illimitée, car la grève libère les étudiants et les étudiantes de leurs tâches académiques, ce qui leur donne le

temps et l'espace pour se concentrer sur les actions politiques.

Ainsi, dans un contexte où notre gouvernement a clairement démontré son manque d'ouverture, il devient clair que seule une grève générale pourrait le faire changer d'idée. De plus, il s'agit, historiquement, du seul moyen de pression qui ait permis aux étudiantes et étudiants du Québec de faire des gains significatifs.

7 Est-ce que la grève générale illimitée a déjà prouvé son efficacité ?

Oui, à plusieurs occasions. Mettons toutes les chances de notre côté en s'inspirant de l'histoire.

Octobre 1968 : À cette époque, les Cégeps venaient d'être créés et les mouvements sociaux étaient forts, tant au Québec qu'ailleurs. La grève fut très large et dura

environ un mois. Les demandes étaient alors assez radicales et revendiquaient l'autogestion des institutions scolaires, la gratuité scolaire et l'accès à une éducation postsecondaire pour les enfants des classes défavorisées et francophones.

En comparaison avec la radical-

ité et l'ampleur des demandes, la grève fut malheureusement perçue comme un échec. Toutefois, au niveau historique, elle est responsable du gel des frais de scolarité qui dura jusqu'en 1990. Elle a permis la consolidation du mouvement étudiant et a accéléré l'agrandissement du réseau de l'Université du Québec.

Automne 1974 : Deux grèves eurent lieu durant le même trimestre concernant deux enjeux différents. La première s'opposa aux nouveaux tests d'aptitudes pour les études universitaires (TAEU), tandis que la seconde réclamait une amélioration du système de prêts et bourses. Les deux grèves furent brèves et se conclurent par l'obtention des gains souhaités par les étudiants et étudiantes. C'est aussi suite à cette grève que fut créée l'ANEQ (Association nationale des étudiants du Québec), association nationale combative dont l'ASSÉ se réclame.

Novembre 1978 : Une nouvelle grève offensive a lieu, apportant encore une fois les gains souhaités. Les étudiantes et étudiants réclamaient la gratuité scolaire ainsi qu'une amélioration substantielle du système de prêts et bourses. Le mouvement de grève s'est amplifié si rapidement et à un point tel que le gouvernement dut immédiatement faire des con-

cessions, améliorant grandement le système de prêts et bourses.

Hiver 1986 : Le gouvernement libéral menace de dégeler les frais de scolarité, ce qui déclenche une nouvelle grève générale menée par l'ANEEQ, la partie combative du mouvement étudiant. La grève force le gouvernement à reculer sur la hausse. Le réseau des universités publiques renonce aussi à imposer des frais afférents pour les étudiants et les étudiantes durant 2 ans. Cette grève mènera à leur perte les deux associations étudiantes incarnant la tendance au lobbyisme dans le mouvement étudiant.

1988 : Une grève est votée pour l'amélioration du régime d'aide financière. Un contexte défavorable et la situation de l'ANEEQ — déchirée par les conflits internes et proche de la dissolution — n'aident pas. Elle se révélera être un échec.

Avril et mars 1990 : Le gouvernement dégèle les frais de scolarité. À la désorganisation du mouvement s'ajoute l'échec encore cuisant de 1988. Quelques grèves sont déclenchées, mais le mouvement ne se généralise pas. Certaines associations appellent à un boycott des frais de scolarité, mais seulement 1% des étudiants et étudiantes répondent à l'appel, rendant le stratagème inefficace.